

Eau et sécurité alimentaire dans les zones rurales des pays du Sud

Sommaire

1. L'eau : un enjeu majeur pour les agricultures des pays du Sud

- Conflits d'intérêts autour de l'eau
- Les petits paysans du Sud, premières victimes des conflits autour de l'eau

2. La stratégie d'AVSF : aider les communautés paysannes à sécuriser leur accès à l'eau

- Participer à la reconnaissance du droit à l'eau pour les paysans du Sud
- Faire de l'accès à l'eau des paysans du Sud un thème majeur du Forum mondial de l'eau (mars 2012)
- Consolider les pratiques paysannes d'accès à l'eau et de gestion de cette ressource

3. Les objectifs concrets des programmes AVSF sur l'eau

- Assurer une protection collective de l'eau
 - Protéger, partager et gérer durablement l'eau en Equateur
 - Favoriser une gestion sociale de l'eau
- Maîtriser les métiers de l'eau et augmenter la productivité de l'agriculture
 - Réhabilitation de systèmes irrigués en Equateur
 - Collecte d'eau de pluie au Nicaragua
 - Gouvernance locale de l'eau en Equateur
 - Micro-irrigation et production de légumes à Madagascar
- Assurer l'eau pour le bétail et sécuriser l'élevage
 - Des puits pour les hommes et le bétail au Mali

FOCUS

AVSF en Equateur, un laboratoire d'expériences paysannes sur le partage de l'eau

- Un contexte marqué par l'inégalité d'accès à l'eau
 - Privatisation et accaparement de l'eau
- AVSF : des actions pour une gestion paysanne des ressources en eau
 - Règles de gestion des systèmes traditionnels redéfinies dans les Andes
 - Gestion de l'eau concertée dans le Canton de Riobamba
 - Le Forum équatorien des ressources hydriques : une plateforme nationale pour de nouvelles propositions de loi sur l'eau.

Contact presse : Christophe LEBEL 01 43 94 73 48 c.lebel@avsf.org

1. L'EAU : UN ENJEU MAJEUR POUR LES AGRICULTURES DES PAYS DU SUD

L'agriculture mondiale - qui consomme déjà 70 % des ressources d'eau disponibles au niveau mondial - est confrontée à un triple défi :

- Nourrir une population en augmentation constante (+ 50 % dans les 25 prochaines années) et dont les choix alimentaires s'orientent de plus en plus vers les produits carnés, aliments dont la production est particulièrement gourmande en eau. Logiquement, cet accroissement de la demande alimentaire mondiale devrait entraîner une augmentation de la consommation d'eau douce. Or on sait que cette ressource est limitée.
- Réduire les volumes d'eau utilisés pour l'irrigation des cultures, au profit d'autres usages à plus forte valeur ajoutée (alimentation des villes notamment)
- Limiter la pollution des ressources en eau par les engrais, les produits phytosanitaires et les déjections du bétail.

Pour Frédéric Apollin, Directeur des Opérations chez AVSF - Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, le gaspillage et la pollution dont les agricultures se rendraient coupables ne doivent pas être attribués à tous les modes de production coexistant sur la planète. « *On ne peut pas dire que tous les paysans du monde gaspillent l'eau, quand la plupart d'entre eux souffre d'un flagrant manque d'eau, explique-t-il. Si les petits paysans possèdent des savoir-faire traditionnels en matière de gestion durable de l'eau (captation, distribution, partage, drainage), c'est loin d'être le cas du modèle agricole dominant - intensif en capital et productiviste - qui, lui, est pollueur et gros consommateur en eau* ».

• **CONFLITS D'INTERETS AUTOUR DE L'EAU**

L'eau est aujourd'hui une source de conflits d'intérêts entre le modèle agricole dominant et les agricultures paysannes.

En fait, c'est ce modèle agricole dominant, non durable, qui génère et continue à amplifier la crise de l'eau. Pour Jean-Jacques Boutrou, Directeur d'AVSF, « *Ce sont bien les contradictions des marchés mondialisés d'échanges des produits agricoles qui poussent aux excès et aux dérives sur cet usage non durable des ressources locales de l'eau* ». Rien à voir donc avec ce que devrait être l'agriculture - définie comme l'activité humaine essentielle à l'alimentation des populations et à la gestion des territoires -, et qui, elle, se heurte de plus en plus à des difficultés d'approvisionnement en eau pour irriguer ses cultures et abreuver son bétail.

Du fait de la croissance démographique, de l'industrialisation, de l'urbanisation, et de modes de consommation alimentaire de plus en plus gourmands en eau, **les conflits autour de l'eau se multiplient entre agriculteurs, grandes entreprises agricoles ou minières et villes** en pleine croissance dans de nombreux pays du monde.

Les premières victimes de cette concurrence sont les petits paysans du Sud.

- **LES PETITS PAYSANS DU SUD, PREMIERES VICTIMES DES CONFLITS AUTOUR DE L'EAU**

Politiquement plus faibles que d'autres usagers mieux organisés, plus puissants et mieux représentés, ils supportent une double injustice sociale en subissant une restriction de leur accès à l'eau et à la terre et en se voyant privés de leurs droits historiques d'accès à ces ressources. Agriculteurs, éleveurs ou pêcheurs ont à faire face à des expropriations, à lutter contre la spoliation de leurs droits relatifs à l'eau, à subir les impacts négatifs des grands barrages sur la pêche en aval....

Au Pérou, par exemple, l'entreprise *Maple Ethanol SRL*, qui a acheté entre 2006 et 2007 plus de 10 000 hectares de terres dans le région de Piura, au nord du pays, pour la production de canne à sucre, s'est vu attribuer l'exclusivité des droits d'eau de la rivière Chira, au détriment d'autres usagers, en particulier des organisations de producteurs et des petites et moyennes entreprises.

Même s'il est encore difficile d'évoquer un « **accaparement des eaux** », comparable en ampleur et en portée au phénomène d'accaparement des terres dans les pays du Sud, **ces réalités compromettent sévèrement la sécurité alimentaire mondiale** (alors qu'1/6^e de la population mondiale souffre de la faim), et handicapent sérieusement la capacité des agricultures paysannes à assurer durablement leur propre survie.

Les petits paysans du Sud sont par ailleurs parmi les premières victimes des effets du changement climatique, en particulier dans les zones vulnérables (régions côtières, insulaires, montagneuses, arides et en voie de désertification). Dans ces régions, **la pénurie d'eau leur enlève toute capacité d'adaptation au changement climatique et les condamne à la misère.**

2. LA STRATEGIE D'AVSF : AIDER LES COMMUNAUTES PAYSANNES A SECURISER LEUR ACCES A L'EAU

AVSF intervient, dans le cadre de ses programmes, pour aider les communautés paysannes à sécuriser durablement leur accès à l'eau.

- **PARTICIPER A LA RECONNAISSANCE DU DROIT A L'EAU POUR LES PAYSANS DU SUD**

Loin de n'être qu'une marchandise, l'eau est un bien essentiel dont les paysans du Sud dépendent pour assurer leur subsistance et produire des denrées alimentaires, en irriguant les cultures, en abreuvant le bétail... AVSF, et d'autres ONG de solidarité internationale, se sont fixé comme objectif de faire reconnaître le droit fondamental à l'eau pour l'agriculture dans les pays du Sud. Pour ces ONG, il est « urgent d'inscrire, dans le droit positif sur l'eau, les droits de prélèvement d'eau agricole, d'abreuvement du bétail, et de pêche pour les populations paysannes ».

L'accès à l'eau des petits paysans pourrait en effet être « la clé au défi de la sécurité alimentaire mondiale ». Selon les ONG rassemblées au sein de Coordination Sud, les aliments

supplémentaires nécessaires au cours des prochaines décennies pour nourrir les 950 millions de gens qui souffrent actuellement de la faim, et faire face à l'augmentation prévisible de la population mondiale, pourraient être obtenus « en appuyant la production issue de l'agriculture paysanne pluviale et irriguée. En Afrique subsaharienne par exemple, doubler les surfaces irriguées permettrait d'augmenter la contribution à l'offre alimentaire mondiale de 5 à 11% d'ici 2050 ».

L'aide internationale devrait donc être augmentée, mais aussi réorientée vers des programmes en faveur de l'eau agricole pour les paysannes du Sud. « Plutôt que d'investir encore sur de grands programmes hydrauliques aux résultats incertains » mieux vaudrait promouvoir des techniques efficaces et peu coûteuses et s'appuyer sur le « savoir de l'eau » que les paysans du Sud ont acquis depuis de nombreuses générations.

- **FAIRE DE L'ACCES A L'EAU DES PAYSANS DU SUD UN THEME MAJEUR DU FORUM MONDIAL DE L'EAU (MARS 2012)**

A l'échelle mondiale, les débats sur l'eau se sont focalisés ces dernières années – conformément à l'Objectif du développement pour le Millénaire - sur l'accès des populations à l'eau potable et à l'assainissement des eaux usées. La question, pourtant fondamentale, de l'accès des familles paysannes des pays du Sud à de l'eau pour les besoins de l'agriculture a été jusqu'à présent reléguée au second plan.

Dans la perspective du Forum mondial de l'eau (Marseille, mars 2012), AVSF participe, avec le groupe « Eau Agricole » de Coordination Sud et la Coalition Eau, à l'élaboration de propositions sur le thème "Eau & sécurité alimentaire", qui seront faites dans le cadre du Comité français de préparation du Forum et du Comité International du Forum. Dans ces travaux préparatoires, AVSF s'efforce de « dénoncer et contrecarrer les contrevérités qui sont généralement diffusées sur l'eau agricole » et de replacer la défense des droits d'accès à l'eau agricole pour les paysannes du Sud au centre des débats à l'échelle mondiale.

Pour Frédéric Apollin, Directeur des Opérations d'AVSF, le point de vue et les intérêts des petits paysans du Sud auront, selon toute vraisemblance, bien du mal à se faire entendre à Marseille. « *Entre espace de réflexion sur les enjeux politiques et socio-économiques liés à l'eau et lieu d'affichage promotionnel de l'expertise des sociétés françaises bâtisseuses d'infrastructures dans ce domaine, explique-t-il, le statut du Forum mondial de l'eau - piloté par les grands marchands de l'eau - est très ambigu. Les rapports de force ont toutes les chances d'y être déséquilibrés, au profit des lobbies industriels de l'eau et au détriment d'autres acteurs et usagers de l'eau, ainsi que des théoriciens et praticiens de l'eau dont nous faisons partie* ».

AVSF sera donc également présente au Contre-forum (**Forum alternatif mondial de l'eau – FAME**) qui aura lieu quelques jours avant le forum de Marseille et qui permettra de mieux faire entendre la voix des petits paysans des pays du Sud.

- **CONSOLIDER LES PRATIQUES PAYSANNES D'ACCES A L'EAU ET DE GESTION DE CETTE RESSOURCE**

Dans chaque pays d'intervention, AVSF mobilise tous les moyens juridiques, techniques et financiers nécessaires pour consolider les pratiques paysannes d'accès à l'eau et sa gestion.

Face à la pression démographique, aux évolutions du marché, et aux défis du changement climatique qui augmentent les risques sur les hommes, les récoltes et les animaux, il est indispensable de soutenir prioritairement les pratiques paysannes existantes de gestion collective et individuelle de l'eau, ainsi que leur évolution vers une modernisation au cas par cas, tenant compte des réalités locales et des choix des populations concernées.

De nombreuses pratiques paysannes de gestion durable de la ressource en eau ont fait leurs preuves au fil des siècles : gestion sociale de l'eau en irrigation gravitaire, gestion des mares et puits en zones désertiques, etc. A de nombreuses reprises, les collaborateurs d'AVSF ont constaté « l'ingéniosité historique des sociétés rurales en matière d'irrigation gravitaire ». Ce mode d'irrigation ancestrale - qui consiste à transporter l'eau jusqu'au bord et à l'intérieur des parcelles dans des canaux aménagés suivant la pente naturelle - est à la base des grandes civilisations hydrauliques, depuis l'Egypte jusqu'aux Andes. Depuis des millénaires, les paysans égyptiens et andins ont su capter les eaux des rivières et des sources, les canaliser, les partager, les répartir et les économiser.

Pour gérer la ressource en eau, des institutions ont été créées depuis des générations au sein des villages et des communautés rurales. Les paysans assurent ainsi une gestion de l'eau au niveau de territoires entiers, sur lesquels ils captent, partagent et gèrent collectivement la ressource. Parce qu'ils récupèrent et valorisent les colatures et pertes, parce qu'ils rechargent les nappes superficielles, cette gestion sert souvent l'ensemble de la collectivité. Au fil des siècles et des années et jusqu'à aujourd'hui, les paysanneries tentent d'adapter et de moderniser ces pratiques et ces institutions, en raison de la pression démographique, de l'évolution des règles du marché ou de la concurrence de nouveaux usagers de l'eau.

Des modèles innovants de gestion raisonnée et équitable de la ressource en eau se sont récemment développés par des processus de concertation entre usagers, à coût réduit et bénéfique partagé, ainsi qu'entre usagers paysans et autres acteurs en concurrence (ville, entreprises, usagers d'eau potable).

Ce sont sur ces pratiques, ces institutions, et ces modèles récemment développés que s'appuie AVSF dans ses missions pour « moderniser » la gestion de l'eau dans les agricultures paysannes.

Pour AVSF, si de nombreuses marges de progrès existent pour éviter des irrigations mal maîtrisées, les choix technologiques ne doivent pas être transposés de façon systématique à toutes les paysanneries, sans tenir compte des réalités locales. L'irrigation par "goutte à goutte" - perçue parfois comme la solution miracle pour économiser l'eau et augmenter la productivité par m³ consommé - en est un parfait exemple : si cette technique a démontré son efficacité dans des milieux à pluviométrie réduite (cf. plus loin exemple de Madagascar), elle a aussi ses inconvénients, comme par exemple la modification des écoulements des eaux ou la salinisation accrue des sols.

Dans la plupart des pays où AVSF intervient, l'eau pour l'alimentation humaine est garantie quand les ressources souterraines ne sont pas surexploitées. Les conflits majeurs autour de l'eau sont très souvent localisés au pourtour de villes en croissance ou lorsque des acteurs privés épuisent des nappes d'eau souterraines non renouvelables et tarissent les sources d'eau potable.

Dans ses différentes missions au service de la sécurité alimentaire, AVSF développe sa coopération dans le domaine de l'eau agricole pour :

- Défendre les droits d'accès à l'eau des paysans et responsabiliser tous les usagers sur la protection des ressources en eau**
- Accroître la productivité en agriculture irriguée grâce à la réhabilitation de systèmes irrigués, la collecte d'eau pluviale, l'amélioration des règles de gestion de l'eau (le but étant un usage économe et efficace de la ressource) et le perfectionnement des pratiques d'irrigation**
- Assurer l'alimentation en eau du bétail pour l'activité pastorale confrontée à des conditions climatiques difficiles (zone sahélienne, montagnes et steppes mongoles, etc.)**

3. LES OBJECTIFS CONCRETS DES PROGRAMMES AVSF SUR L'EAU

L'ensemble des actions mises en place par AVSF dans ses programmes ont pour objectifs de :

- **ASSURER UNE PROTECTION COLLECTIVE DE L'EAU**

De ses missions aux côtés des populations paysannes dans les Andes équatoriennes, est née chez AVSF l'idée que la gestion équitable et durable de la ressource en eau ne peut se développer et se pérenniser qu'à travers l'amélioration des règles de gestion de l'eau. La mise en place d'un dispositif de concertation et d'action rassemblant les différents acteurs concernés, dans l'univers urbain comme dans les zones rurales, a notamment permis à AVSF de responsabiliser l'ensemble des usagers, et d'assurer une protection collective de l'eau.

➤ Protéger, partager et gérer durablement l'eau en Equateur

Sur le bassin versant de la rivière Chambo, dans les Andes centrales de l'Equateur, les organisations d'irrigants, principalement indiens, ont lutté pour accéder à des droits d'eau sur des terres acquises après la réforme agraire de 1964 et jusqu'aux années 80. Le cas par exemple des paysans indiens des communautés Llicto, qui ont conquis des droits d'eau pour l'irrigation sur la rivière Guarquallá, est emblématique.

Depuis la fin des années 1990, les fragiles équilibres établis sur la répartition et la gestion de l'eau ont de nouveau été remis en cause : des acteurs aux intérêts et aux pouvoirs aussi divergents que des collectivités rurales, la ville de Riobamba (capitale provinciale de 150.000 habitants en pleine croissance démographique), des entreprises et des familles paysannes, sont entrés en concurrence pour l'accès à l'eau. Parallèlement, la dégradation des sources d'eau

superficielles, des nappes et des zones d'approvisionnement en altitude s'accroissent, en raison notamment des prélèvements excessifs et de l'absence de contrôles de la pollution.

La problématique de l'eau ne se résout pas seulement par la construction d'ouvrages : AVSF et l'ONG équatorienne CESA (Centrale Equatorienne de Services Agricoles) ont donc décidé, dès 2007, de créer un dispositif de concertation afin que tous ces acteurs puissent négocier des accords à bénéfices réciproques dans le domaine de la répartition de l'eau et de sa gestion. Le but étant également de mutualiser des moyens techniques et financiers pour une protection collective de la ressource.

Des échanges ont été organisés entre l'Equateur et la France. Un conseiller municipal de Riobamba et des paysans, représentants des organisations d'irrigants, ont ainsi pu partager l'expérience de Gap : dans cette ville des Hautes-Alpes, pour faire face à des problèmes d'approvisionnement, la municipalité et les agriculteurs se sont entendus, dès l'année 1430, pour capter une source en altitude, canaliser l'eau jusqu'à la plaine et la partager. Le cas de Gap illustre parfaitement le type d'accord à bénéfice réciproque qui serait envisageable entre l'organisation d'irrigants paysans de Licto et la ville de Riobamba. De l'eau pour la ville serait transportée par le canal Guargualla, depuis Licto jusqu'à une station d'eau potable, ce qui ferait de la ville de Riobamba un usager de l'organisation d'irrigants, finançant les travaux d'entretien ou d'investissement du canal. Consciente du coût très élevé de maintenance de l'ouvrage, la population indienne a accepté d'entamer des pourparlers avec la ville.

Dans un contexte politique sur l'eau en plein bouleversement (nouvelles institutions étatiques, nouvelle Loi en débat, etc.), cette démarche a favorisé la création d'un « comité de bassin » où siègent les représentants des différents usagers. Ont également été mises en place des actions de sensibilisation à la gestion et protection de l'eau, des prémices d'accords politiques entre ville et irrigants indiens, et la construction collective d'un plan de gestion des ressources hydriques à l'échelle du bassin Chambo.

Cette expérience réussie concerne plus de 30 000 usagers paysans de l'eau. Elle a intégré la gestion des conflits, les règles de partage de l'eau, la redéfinition des droits et obligations des usagers, et la création d'institutions exerçant un contrôle sur la gestion et la protection de la ressource.

➤ Favoriser une gestion sociale de l'eau

AVSF considère un système d'irrigation comme une construction technique et sociale, dont les irrigants définissent collectivement :

- Les normes d'accès et de distribution de l'eau, les droits des irrigants et les obligations à respecter (par exemple, travaux collectifs pour l'entretien, participation aux réunions et assemblées générales, paiement d'une redevance, etc.)
- Une infrastructure physique répondant aux normes établies et à la gestion de l'eau définie collectivement

Un type d'organisation capable de veiller au respect des normes établies.

Il doit permettre aux irrigants et à leurs organisations de promouvoir :

- Les systèmes de production les plus adaptés aux intérêts des familles paysannes et à l'intérêt national
- Un développement durable dans le domaine de l'usage et de la conservation des ressources naturelles.

Cette démarche implique l'ensemble des acteurs locaux afin que les choix technico-économiques qui sont faits répondent le mieux à leurs intérêts.

- **MAITRISER LES METIERS DE L'EAU ET AUGMENTER LA PRODUCTIVITE DE L'AGRICULTURE**

AVSF intervient sur les différents métiers liés à l'eau afin de permettre aux organisations paysannes d'augmenter leur productivité agricole. L'objectif est également de favoriser le rôle de l'agriculture dans l'aménagement du territoire, dans le maintien de l'emploi en milieu rural et dans l'accès des populations paysannes (dont les femmes) à un revenu complémentaire.

➤ **Réhabilitation de systèmes irrigués en Equateur**

A Urcuquí, dans le nord des Andes équatoriennes, AVSF a travaillé à la réhabilitation de systèmes irrigués très anciens et de règles de gestion de l'eau au sein d'un territoire paysan.

La majorité des habitants du canton d'Urcuquí, situé entre 2 300 et 2 800 m d'altitude sur les contreforts du massif de Piñan, sont des petits paysans métis et indiens qui vivent encore principalement de l'agriculture et vendent leur production sur les marchés des villes voisines. Le climat y est tempéré, les sols fertiles et l'eau disponible pour l'irrigation. Toutefois, 80 % des ressources hydriques utilisées pour l'irrigation sont entre les mains de moins de 20 % de la population, c'est à dire des "haciendas" ou grandes propriétés. En 1994, à la demande de l'association d'irrigants "Grande o de Caciques », AVSF avait démarré un programme pour la réhabilitation des systèmes irrigués d'Urcuquí/San Blas par une approche de gestion sociale de l'eau.

Au-delà des intérêts économiques liés à la production agricole, un équilibre fragile s'était historiquement constitué sur la base d'un jeu complexe de relations familiales, de dépendance, de clientélisme entre grands et petits propriétaires, haciendas et paysans, détenteurs des droits historiques et nouveaux arrivants, etc. Les chemins de l'eau racontent donc la vie de la société rurale d'Urcuquí. Mais cet équilibre n'est pas statique, et quand certains usagers se révèlent trop opportunistes, tensions et conflits générés ne permettent plus la valorisation de l'irrigation dans l'intérêt général de tous les usagers.

L'objectif premier d'AVSF a donc été de **réorganiser de manière consensuelle la distribution de l'eau entre usagers**, pour arriver à augmenter la fréquence d'irrigation. EN effet, plus d'un mois s'écoulait entre deux irrigations sur une parcelle paysanne pour la culture de maïs, limitant considérablement les rendements agricoles. A l'issue de 4 années de négociation, la nouvelle répartition de l'eau a permis de revenir à une fréquence de 15 jours entre deux irrigations. Effet direct : les rendements ont augmenté de plus de 60% pour le maïs produit en épi frais et de 35% en maïs sec. La 2ème culture annuelle de haricot, destinée à l'exportation sur la Colombie, a été sécurisée ; de nombreux paysans ont développé de nouvelles cultures de fruits et légumes à haute valeur ajoutée. Au fil des années, cette nouvelle répartition de l'eau d'irrigation a permis non seulement d'augmenter les rendements des cultures, mais aussi d'améliorer de manière conséquente les revenus des paysans et d'homogénéiser les droits d'irrigation et donc de l'accès à l'eau entre l'ensemble des usagers.

L'approche d'AVSF à Urcuqui a largement été diffusée en Equateur auprès d'autres acteurs publics et privés travaillant le thème de la gestion de l'eau d'irrigation. Elle a fait école en Equateur et a contribué à la revalorisation de l'irrigation paysanne.

➤ **Collecte d'eau de pluie au Nicaragua**

Au nord du Nicaragua, AVSF a mis en place des **solutions innovantes pour accéder à de l'eau en quantité suffisante** pour la production agricole, grâce à la collecte d'eau pluviale.

Dans ce pays d'Amérique Centrale, où les pluies ne se produisent que sur trois mois dans l'année, les régions rurales du nord manquent cruellement d'eau en période de sécheresse. Les changements climatiques et une gestion inadaptée des ressources naturelles ont rendu la situation alarmante pour les paysans de la région : il leur faut aller chercher l'eau de plus en plus loin, le niveau des rivières baisse et les sols s'érodent de plus en plus.

Les familles consomment l'eau de petits puits locaux et doivent utiliser celle de la rivière la plus proche pour les autres besoins quotidiens : hygiène, lessives, vaisselle, irrigation, etc. C'est aux femmes et aux enfants que revient la charge des corvées d'eau, ce qui les condamne à passer une à quatre heures par jour à transporter jusqu'à 40 litres d'eau par voyage. Cette pénurie d'eau affecte également l'agriculture et la production de maïs et de haricot, éléments de base de l'alimentation du pays. Ces productions permettent difficilement d'assurer la sécurité alimentaire des familles de producteurs et de générer des revenus. On assiste donc chaque année, à un exode temporaire des populations en direction des plantations de café des zones montagneuses où elles sont employées à bas prix.

Pour leur assurer de l'eau en quantité suffisante, AVSF aide depuis 2005 les communautés paysannes à réaliser des systèmes de collecte d'eau de pluie. Ce programme a été mis en place avec deux associations locales : l'Union des Agriculteurs et Eleveurs du département de Nueva Segovia et les Peuples Indigènes des territoires de Telpaneca et Mozonte.

Les systèmes permettent de collecter et stocker l'eau de pluie : des tubes de conduction récupèrent l'eau qui s'écoule du toit des habitations et l'acheminement vers une cuve de récupération enterrée ou en surface. En briques et ciment, cette réserve de stockage, construite avec des techniques simples que la main d'œuvre locale, une fois formée, peut facilement reproduire, a une capacité moyenne de 32 000 litres ; ce qui permet d'arroser 2 000 m² d'arbres fruitiers (manguiers, avocatiers, goyaviers...) et 50 m² de légumes (tomates, poivrons, oignons...). Grâce à ces cultures, l'alimentation des familles est grandement améliorée et la vente des surplus sur les marchés locaux leur permet de se procurer un revenu. L'accroissement de la production, grâce à l'eau de pluie, permet ainsi aux paysans d'obtenir l'équivalent d'un salaire agricole mensuel (environ 60 euros), sans avoir à s'éloigner de leur famille et à abandonner leurs terres pour partir travailler dans de grandes exploitations agricoles.

➤ **Gouvernance locale de l'eau en Equateur**

Au centre de l'Equateur, dans la Sierra andine, les 150 000 habitants de la ville de Riobamba n'ont longtemps eu accès qu'à un service d'eau potable discontinu (à peine 8 heures par jour). En 2006, les élus locaux ont décidé de chercher de nouvelles sources d'eau au cœur des territoires ruraux encerclant la ville, provoquant la colère des populations indiennes.

La mairie de Riobamba, convaincue que les problèmes d'alimentation provenaient d'un manque d'eau, avait présenté un projet d'approvisionnement de la ville depuis la rivière Guargualla, qui alimentait déjà le système d'irrigation paysan de Licto. Craignant de perdre leur accès à l'eau, les familles paysannes Quechua de Licto, organisées en association, réagirent de manière hostile, menaçant la municipalité d'affrontements si le projet venait à être maintenu. Ces 1600 familles, historiquement marginalisées, avaient déjà vécu l'expérience d'une longue lutte pour accéder à l'eau et arriver à irriguer près de 1.200 hectares de toutes petites parcelles (moins d'1/2 ha).

En 2008, les usages sollicitent AVSF pour un meilleur partage et une gestion durable de l'eau. AVSF engage alors un programme visant à ouvrir un espace de concertation sur la gestion de l'eau du canton avec, comme partenaire, le *Central Ecuatoriana de Servicios Agrícolas* (CESA).

Les études réalisées à l'époque ont démontré que le débit au captage de la ville (550 l/s) était largement suffisant pour satisfaire aux besoins de la population urbaine et que les causes principales de la pénurie d'eau devaient être cherchées ailleurs : réseau vétuste avec des connections clandestines, gaspillage fréquent, gestion déficiente, etc. La croissance démographique de Riobamba et l'épuisement de la nappe impliquaient cependant de chercher d'autres sources d'approvisionnement. Les mesures de débits de la rivière Guargualla réalisées avec l'organisation paysanne d'irrigants montrant une disponibilité de plus de 400 l/s à l'étiage, les paysans et la ville pourraient donc, s'ils le voulaient, partager la ressource.

En juin 2008, dans le cadre de l'Association des populations de montagnes du monde (APMM), AVSF a organisé un voyage d'étude en France. Un conseiller municipal de Riobamba et des représentants paysans des organisations d'irrigants ont ainsi pu partager l'expérience de la ville de Gap (Hautes-Alpes), où, pour faire face à des problèmes d'approvisionnement, la ville et les agriculteurs se sont entendus dès l'année 1430 (!) pour capter une source en altitude, canaliser l'eau jusqu'à la plaine et la partager.

Pour les agronomes d'AVSF, le cas de Gap illustre parfaitement le type d'accord à bénéfice réciproque envisageable entre l'organisation d'irrigants de Licto et la ville de Riobamba. De l'eau pour la ville serait transportée par le canal Guargualla, depuis Licto jusqu'à une station d'eau potable, ce qui ferait de la ville de Riobamba un usager de l'organisation d'irrigants, finançant les travaux d'entretien ou d'investissement du canal. Consciente du coût très élevé de maintenance de l'ouvrage, la population indienne a alors souhaité entamer des pourparlers avec la ville.

Avec l'expertise et l'appui financier de l'Agence de l'Eau Seine Normandie, AVSF a favorisé la création d'un "comité de bassin" regroupant la ville, les paysans et citoyens mais également d'autres acteurs (entreprises, etc.). Ce comité constitue un espace de concertation et permet une gestion équitable et durable de l'eau de la rivière Chambo et ses affluents, incluant la lutte contre la pollution des eaux. Récemment, le Gouvernement équatorien a décidé de mettre en place une politique de l'eau plus "responsable" et l'expérience engagée à Riobamba a fait figure de terrain pilote pour l'état.

➤ **Micro-irrigation et production de légumes à Madagascar**

A Madagascar, AVSF agit depuis 2009 pour améliorer les conditions de vie difficiles de 10 000 petits exploitants maraîchers en les aidant, grâce à une technique de « goutte à

goutte », à développer l'irrigation. Cette action a également pour objectif d'anticiper, dans ces régions, les conséquences du changement climatique.

Le manque d'infrastructures, d'encadrement et la faible capacité financière du pays limitent la productivité des ménages agricoles (qui constituent 70% de la population malgache). La baisse des ressources en eau, qui commence à se faire sentir dans le sud, l'ouest et les Hautes Terres centrales de l'île, risque de rendre encore plus périlleuse la situation déjà précaire de ces familles. Certains paysans sont contraints d'abandonner une partie de leurs terrains et de réserver le peu d'eau disponible à la boisson, délaissant ainsi l'hygiène et l'agriculture.

Pour les agronomes d'AVSF, la micro-irrigation par « goutte à goutte » est une alternative permettant de réduire au minimum l'utilisation de l'eau dans ce type de zones, tout en augmentant la productivité. L'écoulement lent de l'eau vers les racines des plantes distribue en effet avec précision la quantité nécessaire à la production ; elle allège la charge de travail des paysans, réduit les attaques de parasites des cultures et limite la dégradation de la structure des sols, ainsi que le lessivage des éléments nutritifs qu'il contient (qui sont souvent causés par l'arrosage). Toutefois, le coût du matériel nécessaire est, la plupart du temps, un obstacle à son utilisation par les agriculteurs des pays en développement.

AVSF a donc mis en place, en 2009, un programme de développement de la micro-irrigation via des technologies simples et peu coûteuses : démonstrations, diffusion de savoir-faire, réduction des coûts d'acquisition du matériel, création d'une chaîne de distribution et de services de proximité, etc. Ce projet, intitulé « SCAMPIS Madagascar » couvre plus de 60 communes paysannes et des productions maraîchères souffrant d'un manque d'eau, il concerne 16 % des ménages agricoles du pays. 97 sites de démonstration entourés de 500 parcelles d'essai ont été mis en place en 2009 avec du matériel importé d'Inde, et un test de fabrication avec des matériaux locaux a été fait en 2010. Les résultats de 2009 ont prouvé que cette méthode permet d'irriguer une superficie 5 à 6 fois plus grande avec une même quantité d'eau, et d'obtenir une marge financière de 57 à 195 % selon les productions. En complément de ce projet et en collaboration avec l'UNICEF, AVSF teste également avec les paysans malgaches des dispositifs de ferti-irrigation, qui permettent de réutiliser comme fertilisant agricole les déchets humains, après traitement, à l'image de ce qui se pratique dans les campagnes chinoises et indiennes.

A noter que, si la micro irrigation a démontré son efficacité dans des milieux à pluviométrie réduite, comme ces zones de Madagascar, elle a aussi ses inconvénients, comme par exemple la modification des écoulements des eaux ou la salinisation accrue des sols, et ne doit pas être transposée telle quelle dans n'importe quelle région du Sud.

- **ASSURER L'EAU POUR LE BÉTAIL ET SECURISER L'ELEVAGE**

- **Des puits pour les hommes et le bétail au Mali**

A Mopti et Tombouctou, deux régions qui longent le fleuve Niger, AVSF intervient dans des milieux arides et semi arides où les ressources en eau et en pâturages, indispensables à la survie des hommes et du bétail, sont rares. Comme les sécheresses répétées au cours des trente dernières années ont entraîné une diminution des pâturages, l'eau est devenue déterminante pour la survie des éleveurs.

Pour ce projet, AVSF s'appuie sur des plans d'aménagements pastoraux, élaborés en concertation avec les élus, des représentants des chambres d'agriculture, et d'organisations professionnelles d'éleveurs, qui reflètent les besoins des éleveurs et leurs priorités en matière de construction et de réhabilitation des puits. En effet, la concertation sur l'aménagement du territoire (par exemple, les couloirs de passage du bétail entre les espaces cultivés) et donc la localisation des puits permettent d'éviter une surexploitation des ressources en eau et en herbages.

A Niafunké dans la Région de Tombouctou, les éleveurs ont ainsi proposé l'aménagement de 55 puits pour le bétail et l'alimentation en eau potable des familles d'éleveurs. Des comités de gestion et de suivi technique des travaux, regroupant les éleveurs bénéficiaires, ont systématiquement été mis en place pour garantir la qualité des ouvrages et une utilisation optimale de la ressource. Fin 2009, le projet avait déjà permis la réhabilitation de 3 puits pastoraux et l'ouverture d'un nouvel ouvrage, l'ensemble bénéficiant à 25 groupes d'éleveurs Touaregs et Arabes de zébus et de dromadaires. 9 autres réhabilitations de puits ont été réalisées en 2010/2011.

----- *FOCUS* -----

AVSF EN EQUATEUR UN LABORATOIRE D'EXPERIENCES PAYSANNES SUR LE PARTAGE DE L'EAU

AVSF intervient en Equateur depuis 1984. Historiquement et structurellement, ce pays est marqué par une grande inégalité d'accès à l'eau : exclusion des populations les plus pauvres, nette tendance à la concentration et à la privatisation de la gestion de l'eau et absence de gouvernance dans ce domaine.

Depuis les années 1990, les Andes équatoriennes ont peu à peu constitué le terrain privilégié d'expériences revendiquant la gouvernance collective et équitable des ressources en eau et préfigurant une forme de justice sociale de l'eau.

UN CONTEXTE MARQUE PAR L'INEGALITE D'ACCES A L'EAU

Une grande partie des habitants, en particulier la population rurale, paysanne et indienne, a été exclue du développement macro-économique des trente dernières années et a été marginalisée.

Quelques chiffres :

- En 2008, 67 % de la population avait accès à l'eau, ce pourcentage tombant à 39 % chez les ruraux
- 90 % des ressources en eau sont utilisées pour l'irrigation : mais 1 % des irrigants exploitent 64 % de ces ressources ; ce sont des exploitations de type capitaliste, souvent de grande taille et produisant pour l'industrie et l'exportation.

- 86 % des autres irrigants n'ont accès qu'à 22 % des ressources en eau : ce sont des paysans indiens et métis, ne disposant que de peu de terres et produisant essentiellement des produits alimentaires vendus sur les marchés locaux.
- Moins de 25 % des superficies semées en pommes de terre ou maïs doux, cultures paysannes stratégiques pour la sécurité alimentaire du pays, sont irriguées
- Alors que 80 à 100 % des surfaces de bananes, cannes à sucre, fleurs, brocolis, cultures de latifundio destinées à l'exportation, le sont.

Sans accès, ou avec un accès insuffisant à la terre et à l'eau, les agricultures paysannes génèrent de faibles revenus et assurent de plus en plus difficilement la sécurité alimentaire des populations équatoriennes. Résultat : l'émigration des paysans vers les villes ou les pays du Nord s'accélère. Plus de deux millions d'Équatoriens pauvres (soit 15 % de la population) ont quitté le pays entre 1998 et 2008.

◆ **Privatisation et accaparement de l'eau**

Les conflits autour de l'eau se multiplient du fait de l'accroissement de la demande d'eau potable et d'énergie hydraulique, notamment pour les besoins des zones urbaines, et de l'apparition d'intérêts divergents et souvent contradictoires. Les ressources en eau de qualité et facilement accessibles s'épuisent dans certaines régions, en raison de la sur-utilisation, de la pollution (par les activités urbaines, pétrolières, minières et agricoles) et des aléas climatiques (récente baisse de la pluviométrie).

En dépit d'une succession de réformes au cours des 20 dernières années, l'état équatorien reste encore inefficace dans le domaine de l'administration des ressources en eau. En 2008, 21 institutions étatiques étaient en charge de la gestion de l'eau, sans coordination de leurs interventions, sans outils modernes de gestion, sans inventaire actualisé des ressources et de leur état, etc. Leur administration se faisait par circonscriptions - et non par bassins versants - et était souvent l'objet de corruption. Pendant longtemps, l'état et les gouvernements successifs ont privilégié la satisfaction des intérêts des groupes de pouvoir socio-économiques, en particulier des gros propriétaires terriens et agro-exportateurs. Dans les années 1990/2000, des politiques de réduction de l'intervention de l'état ont été mises en place, ce qui a favorisé la privatisation de l'accès et de la gestion de l'eau, ainsi que l'accaparement de l'eau d'irrigation et l'exclusion d'une grande partie de la population de Guayaquil (première ville du pays) de l'accès à l'eau potable.

En 2007, l'élection du Président Rafaël Correa et la nomination d'un gouvernement non lié aux groupes de pouvoir historiques, prônant un état social fort et la lutte contre les inégalités pour un développement plus durable, a changé la donne.

AVSF : DES ACTIONS POUR UNE GESTION PAYSANNE DES RESSOURCES EN EAU

Dans la zone andine, où existe depuis le 15^{ème} siècle un réseau dense de canaux d'irrigation captant l'eau des montagnes andines, les agriculteurs et éleveurs des hautes terres subissent une répartition des terres et de l'eau qui leur est historiquement défavorable. A l'époque de la colonisation, les paysanneries indiennes ont été déplacées sur les terres hautes (les « paramos »), pentues et avec un accès limité à l'eau. De nombreux conflits opposent les

communautés paysannes indiennes et métisses pour l'accès à l'eau et l'agro-industrie exerce une forte pression pour s'approprier les droits à l'eau.

- A Urququí, dans le nord du pays, 2 % seulement du débit disponible est aux mains des paysans et 6 % des petits propriétaires terriens, alors que les grandes haciendas en accaparent 92 %.
- Dans la province de Cotopaxi, au centre de l'Equateur, 76 % des familles indiennes n'ont pas accès à l'eau d'irrigation. Des formes de privatisation des concessions d'eau en milieu rural au profit du secteur agro-industriel, considéré comme plus rentable, ont été mises en place.

Dans ces régions, l'action d'AVSF est d'aider les paysans à défendre leur accès à l'eau et de favoriser une gestion paysanne des ressources en eau. Les Andes sont ainsi devenues un laboratoire des formes de résistance à la privatisation et à l'exclusion des paysans de la gestion des ressources naturelles.

◆ Règles de gestion des systèmes traditionnels d'irrigation redéfinies dans les Andes

Le canton rural d'Urququí est situé entre 2 300 et 2 800 m d'altitude, sur les contreforts du massif de Piñan, dans le nord des Andes équatoriennes. La grande majorité de ses habitants sont de petits paysans métis et indiens qui vivent encore principalement de l'agriculture.

L'irrigation joue, sur ce territoire, un rôle fondamental :

- elle assure un complément d'eau aux cultures en cas d'absence de pluie et de sécheresse inopinée
- elle permet de stabiliser les pâturages
- elle offre des perspectives de nouvelles cultures normalement impraticables dans des conditions de pluviométrie insuffisante ;
- elle permet de décaler les cycles des cultures, et donc d'étaler les périodes de travaux et les périodes de récoltes ;
- enfin, elle autorise dans certains cas une intensification dans l'usage du sol avec une double culture annuelle.

Dans ce canton, la longue tradition d'irrigation s'est forgée sur de très fortes inégalités quant à l'accès et la distribution de l'eau, primordiale pour le développement de l'agriculture. Sur les 28 systèmes irrigués recensés à Urququí (pour un total de 5000 hectares et 4000 litres d'eau captés par seconde), 18 couvraient plus de 100 hectares mais un seul, celui du canal "Grande o de Caciques" était un système paysan ; 80 % des ressources hydriques utilisées pour l'irrigation étant entre les mains de moins de 20 % de la population (les "haciendas" ou grandes propriétés).

Captant l'eau des montagnes, le canal "Grande o de Caciques" a été creusé en 1582. La répartition de l'eau s'est réalisée alors entre 12 Caciques (chefs de communautés indiennes, qui appartiennent aux deux "Ayllus" originaires d'Urququí), sur la base d'un droit d'eau d'1 jour sur la moitié du débit capté par le canal et ce 6 jours par semaine ; le septième jour le droit d'eau revient au curé de la paroisse en reconnaissance de son rôle de médiation dans l'instauration de ce système. Les droits de Caciques ont perduré jusqu'à présent sous la forme d'un tour spécifique tous les quinze jours avec la totalité du débit accordé aux descendants des fondateurs de ce canal historique. A la demande de l'association d'irrigants du système "Grande o de Caciques", **AVSF a démarré en 1994 un programme pour la "réhabilitation des systèmes irrigués d'Urququí-San Blas"**.

Même si la disponibilité en eau pour l'ensemble des 350 usagers du canal "Grande o de Caciques" n'était pas déficitaire, sa répartition était devenue problématique: le tour d'eau entre usagers se déroulait sur plus d'un mois et ne permettait ni d'assurer l'irrigation des cultures de maïs ou de haricot, ni d'installer d'autres cultures à haute valeur ajoutée (fruits, légumes) plus gourmandes en eau et plus sensibles à la sécheresse. Au fil des années, les jeux de pouvoir interne, les relations familiales et les faiblesses des associations d'irrigants avaient permis l'inscription exagérée de droits d'eau pour certains usagers (ce qui expliquait l'iniquité de répartition des droits). Surgissaient alors des conflits de plus en plus fréquents entre usagers, et les dirigeants de l'organisation avaient de plus en plus de difficultés à exercer leur autorité.

L'objectif premier d'AVSF a donc été de **réorganiser de manière consensuelle la distribution de l'eau entre usagers**, pour arriver à augmenter la fréquence d'irrigation à quinze jours avec des débits adaptés. Cette approche impliquait de réduire les droits d'eau de beaucoup d'usagers, or ces droits ont pour certains des significations diverses liées à des accords et pratiques complexes (les droits des "Caciques" notamment étant intouchables car considérés comme la preuve de l'antériorité d'usage de l'eau par les paysans et donc comme une forme de défense des droits d'eau pour le futur).

Un accord déterminant les responsabilités de chacun a été signé avec les associations d'irrigants, AVSF gardant un rôle de médiation, de conseil technique et d'aide au financement des propositions. L'association a proposé diverses solutions techniques et scénarios de réforme du tour d'eau et de modification des droits. Ces propositions ont été communiquées à l'ensemble des usagers via des bulletins d'information écrits, visuels et par radio. Les usagers ont été sensibilisés à d'autres modes de gestion et distribution de l'eau, ce qui leur a permis de se questionner sur leurs propres pratiques. Parallèlement, un investissement important a été fait pour réhabiliter et construire des systèmes hydrauliques qui optimisent le service de l'eau. Un fond d'investissement, cofinancé par les usagers et géré par les associations d'irrigants, a été mis en place. Les usagers ont bénéficié de formations aux principaux outils de gestion d'un système d'irrigation.

La proposition choisie par les usagers a été de réformer le tour d'eau en abaissant les droits d'eau trop élevés à 4 heures par hectare. Cette proposition a été mise à l'essai dans un secteur d'irrigation choisi volontairement conflictuel et problématique ; elle y a fait ses preuves et a pu ensuite être diffusée aux autres secteurs, faisant entrer le nouveau tour d'eau dans les us et coutumes. Cette nouvelle répartition homogène de l'eau d'irrigation a permis non seulement d'augmenter les rendements des cultures traditionnelles, mais aussi d'introduire de nouvelles cultures à haute valeur ajoutée.

AVSF est intervenue également pour le système d'irrigation "El Pueblo" de Cahuasquí : ce système n'avait jamais organisé de tour d'eau entre ses 350 usagers mais avait établi une "cricée hebdomadaire" des droits d'eau pour les usagers qui en faisaient la demande. Au fil des années, les relations familiales ou de dépendance, les gestions peu transparentes de certains dirigeants et la pression importante d'usagers en phase d'intensification de leur système de culture¹, ont conduit à une iniquité importante entre usagers quant à la distribution réelle des droits d'eau. Sans reprendre à l'identique les approches et outils utilisés pour "Grande o de Caciques", AVSF a travaillé avec les usagers sur la renégociation du tour d'eau sur des bases plus équitables.

¹ Avec notamment l'introduction de cultures à haute valeur ajoutée comme la "tomate d'arbre", l'asperge, etc.

◆ Gestion de l'eau concertée dans le canton de Riobamba

Dans la province Chimborazo, sur le bassin versant de la rivière Chambo, AVSF a travaillé à améliorer la répartition de l'eau entre la ville de Riobamba (150 000 habitants) et les paysans indiens, et à mieux protéger les ressources en eau. Pour ce faire, l'ONG a favorisé la **mise en place de nouvelles institutions pour la gouvernance locale de l'eau** : partage de l'eau, distribution et protection. Ces institutions regroupent les communautés indiennes, les municipalités locales et le collectif d'irrigants paysans et d'usagers d'eau potable Interjuntas. L'objectif était d'éviter que les populations urbaines métisses décident de la gestion de l'eau, au détriment des populations paysannes et indiennes. Il s'agissait également de promouvoir le développement socio-économique du canton Riobamba grâce à une répartition équitable et à un usage efficace de l'eau entre la ville et la campagne.

Interjuntas, la mairie de Riobamba, le Forum des ressources Hydriques et l'entreprise mixte d'eau potable EMAPAR, voulaient en effet protéger les zones d'altitude (écosystème appelé « Paramo ») où sont concentrées les ressources en eau ; alors que les autorités locales avaient tendance à le considérer comme un réservoir de ressources, sans tenir compte des populations vivant dans cet espace montagnard. Par ailleurs, la démographie galopante de Riobamba poussant les élus à chercher de l'eau en altitude, les paysans indiens, qui avaient déjà longuement lutté pour pouvoir irriguer leurs parcelles, craignaient de devoir partager l'eau avec la ville. En lien avec CESA (Centrale Equatorienne de Services Agricoles) et Interjuntas, AVSF a donc travaillé à la protection des bassins versants, et des ressources en eau en particulier, pour garantir l'irrigation de cultures et la consommation humaine, ainsi que la gestion équitable et durable de l'eau dans le canton. Ce travail a été mené en coordination avec la Mairie de Riobamba, l'entreprise d'eau potable EMAPAR, le Conseil Provincial et le Secrétariat d'Etat de l'Eau SENAGUA.

Il a débouché, en 2007, sur la création d'un fonds de protection de l'eau du canton Riobamba (FOPAR) pour réhabiliter, surveiller et protéger les bassins versants et l'eau qui approvisionne le canton Riobamba ; la Municipalité de Riobamba ayant décidé d'apporter au fonds 50.000 USD par an pendant dix ans. L'Agence française de l'Eau Seine Normandie, intéressée par cette expérience innovante lui a également apporté son appui en 2009. Une coopération technique entre Riobamba et la ville de Gap en France a été mise en place grâce à l'APMM (Association des Populations des Montagnes du Monde) : Gap (Hautes-Alpes, 37 000 habitants) et Riobamba (Province de Chimborazo, 195 000 habitants) sont en effet deux villes de montagne qui font face des problèmes d'approvisionnement en eau. En France, les agriculteurs et la ville de Gap se sont entendus, dès 1430, pour capter une source en altitude, dans le Champsaur, canaliser l'eau jusqu'à la plaine et la partager. Cet accord perdure aujourd'hui, la ville étant devenu le 1er contributeur financier du Canal de Gap, constitué en ASA. La Ville et le Canal de Gap ont décidé d'apporter leur appui technique à l'initiative prise à Riobamba dès 2008.

En Equateur, cette situation de concurrence entre ville et campagne pour l'accès à l'eau se reproduit dans tout le pays. **La coopération d'AVSF vise à appuyer la mise en place des conditions d'un dialogue et d'une concertation entre acteurs urbains et ruraux, et la création d'outils adaptés pour la gestion et protection d'une ressource en eau très convoitée.**

L'expérience d'appui au FOPAR à Riobamba a ainsi montré l'importance de la coopération dans le domaine de la gestion concertée de la ressource en eau (au delà de la seule construction d'infrastructures), et l'intérêt d'y associer des acteurs français de compétences

diversifiées (collectivités, associations d'usagers, ASA, etc.). Cette initiative est aujourd'hui considérée comme pilote. Elle est suivie par le Ministère de l'Eau en Equateur, qui souhaite s'en inspirer pour rendre opérationnelle une nouvelle politique de gestion de l'eau, plus démocratique et équitable.

♦ **Le Forum équatorien des ressources hydriques : une plateforme nationale pour de nouvelles propositions de Loi sur l'eau**

Le Forum des Ressources Hydriques est un réseau public-privé qui s'est constitué pour analyser et formuler des propositions locales et nationales de politiques publiques de gestion de l'eau. Né en 2002, ce Forum mobilise aujourd'hui des centaines d'organisations paysannes d'irrigants, d'organisations de consommateurs d'eau potable, d'ONG, d'universités, d'institutions de recherche et d'organismes publics sur l'ensemble du territoire équatorien. AVSF, qui a directement contribué à sa création, continue de l'animer dans le Nord de l'Equateur, puisqu'il est maintenant organisé sur une base régionale.

En 2008, une grande partie des propositions de ce Forum ont été reprises et incorporées dans la nouvelle Constitution politique de la République d'Equateur². La rencontre du Forum, en juin 2010, a réuni plus de 600 délégués d'associations d'usagers, de collectivités territoriales, d'ONG, et de ministères. Ce Forum joue un rôle clé dans l'élaboration de propositions concernant une nouvelle Loi sur l'Eau, toujours en débat en Equateur.

A travers l'ensemble de ses programmes sur l'eau en Equateur, AVSF a ainsi :

- **favorisé la résolution de conflits au niveau local et la mise en place de nouveaux accords sur la distribution de l'eau**
- **démontré l'efficacité économique de l'agriculture paysanne sur la gestion de l'eau**
- **renforcé les capacités de négociation des communautés paysannes avec les collectivités territoriales, pour défendre leur accès à l'eau potable et à l'eau d'irrigation**
- **amélioré les capacités des organisations paysannes à défendre la valeur culturelle et symbolique de l'eau pour les populations indiennes, en refusant la privatisation des concessions et de la gestion de l'eau**
- **créé des espaces de concertation et de lobby au niveau national et international.**

AVSF, depuis 2012, répond aux sollicitations de la SENAGUA (Ministère de l'eau en Equateur) et de l'INAR (Institut national de l'irrigation et du rainage) pour contribuer à une nouvelle politique de l'eau en Equateur : AVSF a ainsi travaillé comme consultant pour construire le plan national équatorien d'irrigation et de drainage.

² Le Forum des Ressources Hydriques d'Equateur : Une expérience de concertation et d'incidence politique nationale avec une forte participation paysanne. Apollin, Chauveau, 2008. (disponible sur le site éditorial d'AVSF : www.ruralter.org)